

HORS-SÉRIE
Juillet/Aout 2020

La Région

L'HUMAIN D'ABORD

on fait le

bilan! 2016-2020

Auvergne-Rhône-Alpes

L'ASSEMBLÉE

Le bilan de la mandature régionale des élu.e.s communistes

Photo : ©Marc Lecocq

L'entretien

Cécile Cukierman

Présidente du groupe

Au terme de cinq années de mandat régional dans l'opposition, **Cécile Cukierman présidente du groupe l'Humain d'Abord**, partage avec nous son regard sur la politique régionale et trace quelques perspectives.



«Quand on éloigne la décision du citoyen, on ne fait pas une bonne politique publique.»

Quel regard portez-vous sur ce mandat, le premier de cette région fusionnée : Auvergne et Rhône-Alpes ?

Cécile Cukierman : Une fusion que nous avons combattue et à laquelle nous avons dû nous adapter. Nous avons voulu durant ces 5 années prendre en compte les particularités, les identités et finalement les femmes et les hommes qui vivent, habitent et travaillent dans les 12 départements de notre Région. Ce regard original, à contre-courant de la logique du «toujours plus gros», nous l'avons cultivé avec, je crois, quelques beaux résultats.

Des résultats ? En étant dans l'opposition régionale ?

Cécile Cukierman : Bien sûr ! Parce que nous avons gardé nos pieds solidement accrochés dans nos départements d'élection, nous avons pu relayer les aspirations de nos territoires. Nous avons surtout eu cette audace de chercher à être dé-

cisifs dans de nombreuses luttes qu'elles soient sociales, culturelles, citoyennes... Je suis convaincue que s'il n'y avait pas eu un groupe communiste au conseil régional, ces milliers de voix et ces dizaines de luttes n'auraient pas pu franchir le seuil de l'Hôtel de Région.

Voulez-vous dire que, vue de Lyon, la vitalité de nos départements est mal perçue ?

Cécile Cukierman : Elle peine surtout à exister concrètement. Et c'est bien la constante de notre groupe : derrière des tableurs Excel, des notes, des rapports et des statistiques, il y a des vies. L'humain d'abord ne doit pas rester un slogan. Par exemple, la survie d'une association solidaire menacée par la double cisaille Macron / Wauquiez, doit constamment nous alerter. Et ce, quelle que soit sa taille, son budget, ses dirigeants. L'intérêt général est une notion qui doit nous faire tourner le dos aux calculs politiques.

Si vous deviez résumer votre méthode en quelques phrases, comment vous y prendriez-vous ?

Cécile Cukierman : En revenant à la source, à la notion de proximité ! On a voulu faire de grosses machines institutionnelles, mal comprises, aux compétences difficiles à identifier. On a demandé à des fonctionnaires d'appliquer des politiques à la manière des Shadocks. Nous avons lutté contre cela, en proposant, en amendant les projets de la droite

qui pouvaient l'être, en nous mobilisant et en les bloquant quand cela était nécessaire.

Je crois que nous avons eu une éthique pendant ces cinq ans, celle d'être utile tout simplement.

Faire vivre une opposition utile, c'est donc une exigence démocratique ?

Cécile Cukierman : Le Président Wauquiez a été élu, il a donc comme nous un mandat du peuple. Nous actons un choix démocratique, mais lui aussi doit respecter la diversité de son assemblée. Il a eu trop tendance à l'oublier. Le Conseil Régional sera renouvelé en 2021, le mot final reviendra aux Auvergnats et aux Rhônalpins. Je crois que ce document sera utile pour éclairer un choix décisif pour notre Région.



Avec André Chassaigne, député du Puy de Dôme et Ian Brossat, porte parole du PCF au sommet de l'élevage de Cournon d'Auvergne

Le sommaire

Budget	4
Economie	5
Culture, sport	6
Environnement	7
La Région en chiffres	8-9
Education	10
Mobilité et transports	11
Aménagement	12
Agriculture	13

Rétrospective sur les budgets régionaux



cinquante années d'austérité budgétaire ont considérablement amoindri la capacité d'action régionale.

Malgré les grands discours de distinction avec la politique gouvernementale, la logique de la majorité régionale de droite reste la même: pression sur les agents, **réduction du personnel** (et donc du service public), obsession de la baisse des dépenses de fonctionnement...

Derrière les ratios financiers qui font la joie des **agences de notation**, les conséquences sur le quotidien des citoyens sont dramatiques.

Le recul du service public et les baisses budgétaires ce sont aussi des fonctionnaires qui n'ont plus les moyens de faire leur travail, qui en souffrent et des usagers en mal de qualité de service. Tout ne se compense pas à grand renfort de **communication**.

Repères



3,851 milliards d'euros de budget régional annuel



8800 Agents du Conseil Régional (dont 2000 administratifs)



980 millions d'euros d'austérité budgétaire sur le mandat



188 Amendements budgétaires proposés par notre groupe

Nous l'avons porté

La condition des agents

Baisser la «masse salariale», c'est jouer sur les vies et les conditions de milliers de personnes. C'est jouer cyniquement sur la qualité de l'offre de service public. Nous nous y refusons !

Une évaluation démocratique du budget

Les budgets régionaux doivent être débattus, notamment avec les «corps intermédiaires» représentés au sein du CESER. Une vraie culture de l'évaluation démocratique qui s'oppose à la logique des agences de notation.

Nous l'avons obtenu

✓ *Le respect de l'opposition régionale*

Dans une démocratie, un budget régional doit être débattu et faire l'objet parfois de contre propositions. C'est un principe que nous sommes parvenus à faire respecter après une guerilla d'amendements.

✓ *La voix des agents mieux entendue*

Avec un lien régulier auprès des représentants du personnel de la Région.

Regard sur les politiques emploi et économie



La politique économique de la droite régionale se limite au soutien sans conditions aux entreprises.

Nous l'avons porté

L'emploi priorité n°1

Pour que l'argent public soit utile, il faut définir des priorités. Pour nous c'est l'emploi qui doit être le critère essentiel (préservation, création, amélioration).

Un plan industriel

L'économie régionale repose sur l'industrie. Nous avons lutté contre les fermetures et proposé une relocation industrielle.

Les reprises en SCOP

Les salariés qui veulent poursuivre leur activité doivent être accompagnés par la Région.

L'emploi, c'est la première préoccupation de nos concitoyens. Nous avons passé les 5 dernières années à porter cette exigence dans l'assemblée régionale. L'arrivée de Laurent Wauquiez aux responsabilités a bouleversé la politique économique. D'une logique de stratégie économique (discutable) sous les anciennes majorités, nous sommes passés à une logique de «guichet» d'aides aux contours flous et parfois déroutants. 110 millions d'euros annuellement distribués, sans que l'on puisse mesurer leur efficacité. Enfin, la formation professionnelle a été sacrifiée, au même titre que les outils au service du dialogue social et des salariés pour résister aux fermetures d'entreprises.

Nous l'avons obtenu

Le soutien au commerce de proximité

Une attention particulière et conditionnée pour l'équipement des commerces de proximité.

Relayer la voix syndicale

L'écoute et la prise en compte partielle des revendications syndicales par l'exécutif régional.

Repères



770 000 entreprises dans la Région



500 000 emplois dans l'industrie



322 millions d'euros de budget annuel dédié à l'économie



240 milliards d'euros de PIB Régional

Soutenir la culture et le sport



La majorité régionale a pris pour cible dès 2016 le spectacle vivant (théâtre etc...)

Le désengagement régional de la **politique culturelle** est massif. De nombreuses structures associatives ont aujourd'hui disparu ou souffrent de sérieuses difficultés de trésorerie notamment dues à des retards ou des décalages de paiement de la Région. Nous nous sommes mobilisés durant ces 6 années aux côtés des artistes et des intermittents pour qu'un soutien accru soit apporté aux **spectacles vivants**, aux scènes régionales, au réseau des théâtres de ville, aux **festivals locaux** et à l'ensemble des initiatives culturelles qui font vivre au quotidien la richesse et la diversité de nos territoires. S'agissant de la **politique sportive**, nous avons rappelé l'importance du soutien aux **clubs amateurs** qui participent à la vitalité de nos territoires.

Nous l'avons porté

♪ La culture pour tous

Parce que la culture doit être accessible et partagée par le plus grand nombre partout sur le territoire régional !

❖ Le soutien au milieu culturel

Nous avons défendu sans relâche l'ensemble du milieu culturel de notre Région.

❖ Le Sport pour tous

Sans le sport amateur, le sport professionnel ne serait rien. Les richesses produites par le second doivent également profiter au premier. Nous nous sommes opposés au soutien du sport business.

Repères



140 musées labelisés
«Musée de France»



130 000 emplois culturels
en Auvergne-Rhône-Alpes



4 748 monuments classés aux
Monuments de France



2 292 780 pratiquants de sports
licenciés auprès d'un club

Nous l'avons obtenu

✓ Démocratiser le «FIC»*

Notre intervention a permis la création d'une commission pluraliste d'élus ayant un droit de regard sur la destination de ces subventions pour un meilleur équilibre du territoire.

✓ Avantage «livre loisir»

La revalorisation de l'avantage «livre loisir» pour les lycéens et l'appui aux librairies indépendantes de notre Région.

Relever le défi climatique



Auvergne-Rhône-Alpes est la première région montagnarde de France.

Nous l'avons porté

⌘ Aides régionales

Conditionner les aides publiques versées aux exigences sociales et environnementales est une nécessité !

🔌 Précarité énergétique

La lutte contre la précarité économique et énergétique des familles modestes est une priorité !

☛ Libéralisation de l'Energie

Lutter contre la dérégulation et la financement des biens et services publics : eau, énergie.

Notre vision de l'environnement est indissociable de la volonté de s'extraire d'une économie libérale qui n'a d'autre but que la recherche du profit, incompatible avec les défis climatiques auxquels nous sommes confrontés. La politique de L.Wauquiez ces 5 dernières années n'a fait qu'accompagner cette logique libérale et favoriser les intérêts privés.

Nous avons opposé *a contrario* tout au long de ce mandat une vision alternative tournée vers la protection des biens communs (l'eau, l'air, la terre ou l'énergie) et la nécessité d'une maîtrise publique de leur gestion, ainsi que la réappropriation de ces enjeux par les citoyens en les associant à chacun des projets d'aménagement soutenus. Nous avons prôné en toute circonstance la solidarité et le partage en lieu et place de la concurrence.

Nous l'avons obtenu

✓ Une transition énergétique "acceptable"

Pour que les projets de production d'énergie soient décidés avec les habitants des territoires concernés.

✓ Relocalisation de l'économie

Le développement d'une filière régionale de production de vélos, vélos-électriques en Auvergne-Rhône-Alpes.

Repères



82 Millions d'euros de budget annuel dédié à l'environnement



10 PNR (Parcs Naturels Régionaux) en Auvergne-Rhône-Alpes



1ère Région française en termes de production hydro-électrique



10 000 chantiers de rénovation énergétique engagés pour 1,5 Millions d'euros par an

Les repères

La Région en chiffres



8 millions
d'Auvergnats et de Rhônalpins

70 000 km²
(taille comparable à l'Irlande)

67% de la Région
en zone de montagne

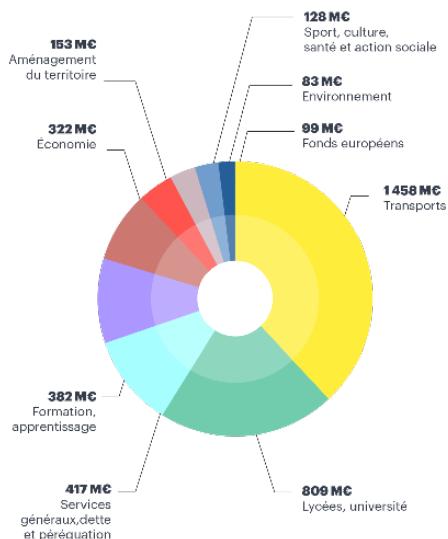
4030 communes | **44%** de terres agricoles

3,4 millions
d'emplois

8,6%
de taux de chômage

Le budget 2020

Répartition de dépenses
sur un total de **3,851 milliards d'euros**



26 SITES TOURISTIQUES EMBLÉMATIQUES

(NATURELS, CULTURELS, PATRIMONIAUX ET RÉCRÉATIFS)
SOUTENUS PAR LA RÉGION.



62 500
EXPLOITATION
AGRICOLE



83 CENTRES
DE FORMATION
D'APPRENTIS



17
RÉSERVES
NATURELLES

10 PARCS NATURELS RÉGIONAUX

(VOLCANS D'AUVERGNE, PILAT,
LIVRAOIS-FOREZ, MONTS
D'ARDÈCHE, HAUT-JURA,
MASSIF DES BAUGES, CHARTREUSE,
VERCORS, BARONNIES, AUBRAC)



+ 58 000

HABITANTS SUPPLÉMENTAIRES
CHAQUE ANNÉE

2 PARCS NATIONAUX

(VANOISE ET ECRINS)



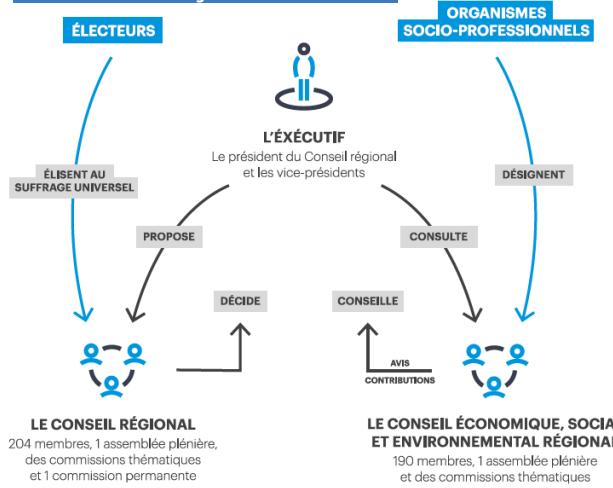
1700 KM
DE VÉLOROUTE
ET VOIES VERTES



30% DES HABITANTS
ONT MOINS DE
25 ans

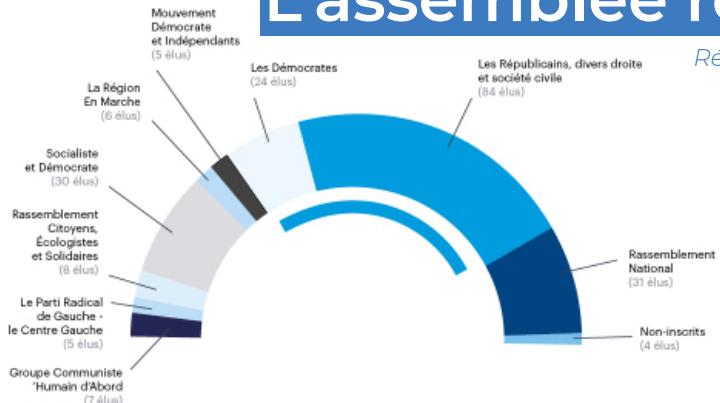
24% DES HABITANTS ONT
60 ans et +

Comment ça marche ?



L'assemblée régionale

Répartition en mars 2020



204
élus régionaux

9
groupes politiques

Pour nos jeunes, et leur éducation



Des constructions gelées pendant plus d'1 an dans les lycées publics

l'éducation représente le **2ème budget** de notre Région. Pour mener à bien sa politique d'austérité, Laurent Wauquiez a bloqué les **travaux de construction** et de rénovation des établissements pendant 1 an. Un désastre pour des territoires entiers qu'il a tenté de faire oublier à grand renfort de communication, en annonçant un chiffre pharaonique, qui **sert surtout les lycées privés**. Le fonctionnement des lycées est aujourd'hui mis à mal par des **dotations gelées depuis 5 ans** et calculées au minimum, des fonctionnaires régionaux dans les établissements précarisés et en sous-effectif, des projets peu ou mal soutenus.

Repères



762 Millions d'euros de budget lycée dont 333 pour l'investissement



320 000 lycéens et apprentis



576 établissements dont 44% de lycées privés



120 Millions d'euros d'investissement versés pour les lycées privés en 5 ans

Nous l'avons porté

La tarification sociale dans les cantines

La gratuité des études et la tarification sociale des cantines doivent être une réalité pour l'ensemble des étudiants d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Financement des lycées

De nombreux lycées restent à rénover et à construire. Priorité doit être donnée aux lycées publics !

La vie étudiante

Chaque année nous avons proposé une conférence sur les conditions de vie des étudiants.

Nous l'avons obtenu

Gratuité des manuels scolaires

Une mesure que les élus communistes portent depuis 10 ans !

Tarification sociale de la restauration scolaire

Nous avons poussé à ce que la fusion des systèmes de restauration scolaire ne pèse pas sur le pouvoir d'achat des parents d'élèves.

Se déplacer transport et mobilités



Ce mandat aura aussi été celui des réformes successives contre la SNCF

Nous l'avons porté

Gratuité des transports

Rendre effectif le droit à la mobilité pour toutes et tous c'est aussi répondre à l'urgence écologique et sociale et aux enjeux sanitaires de demain.

La responsabilité de l'Etat

l'Etat doit donner les moyens à la SNCF et aux Régions d'assumer leurs responsabilités.

Une sécurité humaine dans les transports

Plutôt que des caméras, nous avons besoin d'agents dans nos transports : contrôleurs, guichetiers ... qui contribuent à l'apaisement dans nos trajets.

Nous l'avons obtenu

✓ Retour des trains de voyageurs en Ardèche...

Une avancée historique pour notre Région avec une ouverture programmée à l'horizon 2023-25. Le train doit desservir tous les départements!

✓ Comités de la mobilité

Pour que les décisions en matière de transports et de mobilité soient discutées et partagées avec les usagers et les territoires.

Diminution de 300 millions d'€ en 6 ans du budget consacré aux TER, diminution de l'offre (fermeture de petites lignes), fermeture massive des guichets en gare (- quarante en 6 ans sur l'ensemble de la Région), réduction de la présence humaine en gare et dans les trains, ralentissement des travaux sur les infrastructures, promesse de gratuité des transports scolaires non tenue, absence de politique en matière de fret fluvial.

Le bilan de L.Wauquiez en matière de mobilité n'est pas reluisant et surtout en deçà des attentes des Auvergnats et Rhônalpins.

Repères



1,458 Milliards d'euros de budget annuel pour les transports



550 Millions d'euros par an pour la «convention TER»



200 000 voyageurs quotidiens dans la région dans 1500 trains et 600 cars TER



338 gares de proximité
3 830 kms de lignes ferroviaires

Penser le territoire : aménagement



Grands et petits équipements publics rentrent dans le champ de l'action régionale.

L'aménagement du territoire est la compétence phare du Conseil régional. Chef de file et «**prescripteur**» pour les grands aménagements de la Région (routes, opérations urbaines ou foncières, équipements publics...) le Conseil Régional est également signataire des Contrats de Plan avec l'Etat et gestionnaire des **fonds européens** (FEADER, LEADER...).

Notre collectivité est donc essentielle voire pilote de ces politiques nombreuses, techniques et complexes.

La majorité de Laurent Wauquiez a souvent été accusée de chantage voire de **dérives clientélistes** durant ce mandat.

Repères



167 900 salariés dans le secteur du tourisme



650 millions d'euros investis pour le numérique en 4 ans



145 537 km de routes dans la Région



7400 établissements de l'activité de pleine nature

Nous l'avons porté

Le respect des collectivités locales

Piloter une politique, ce n'est pas l'imposer. Nous avons cherché à construire des résistances locales pour porter les propositions des conseils municipaux ou communautaires. La Région ne doit pas remplacer le bloc communal !

L'égalité entre les territoires

Face à la facilité de l'opposition entre centres urbains et périphéries rurales, entre difficultés des quartiers et ceux des villages, nous défendons l'égalité Républicaine.

Nous l'avons obtenu

Le soutien aux centres de santé

Garantir l'égalité entre les territoires c'est aussi permettre l'accès aux soins. Nous avons fait inclure dans la politique régionale de santé le soutien à la création de centres de santé.

Le soutien au tourisme social

Un acteur clé du développement de nos territoires et du lien entre les communes.

Nourrir ici agriculture



La problématique du foncier agricole reste central.

Nous l'avons porté

Valorisation des produits régionaux de qualité

Parce que l'exigence de qualité et la nécessité de produire localement sont impératives, nous avons poussé pour valoriser l'agriculture paysanne de proximité et les filières régionales sous signe de qualité (AOP, IGP, Label Rouge, AB).

Un Revenu garanti

Parce que chaque agriculteur doit pouvoir vivre dignement de sa production, nous avons proposé la mise en place d'une conférence régionale sur la question des prix et des revenus agricoles avec l'ensemble des acteurs concernés.

L'aurent Wauquiez a fait le choix de privilégié un mode d'agriculture tournée vers l'export et la productivité plutôt que le développement des circuits courts d'une agriculture paysanne et familiale. La Région a encouragé les filières agro-industrielles ultra compétitives au détriment bien souvent des petites exploitations. La fin du soutien aux réseaux locaux d'agriculture biologique qui apportaient à la fois un accompagnement et une formation aux agriculteurs a porté un mauvais coup au secteur.

Ce mandat est aussi celui des calamités agricoles auxquelles il a fallu répondre vite mais qui doivent surtout nous inciter à construire des solutions durables, sur le long terme, avec les producteurs.

Nous l'avons obtenu

Aide au maintien des exploitations bio

Parce que le processus de conversion en bio est souvent long et coûteux, il est indispensable de soutenir les paysans dans la durée. Nous avons obtenu un renforcement des politiques menées dans ce sens.

Repères



63 000 exploitations sur l'ensemble du territoire régional dont 5 800 en bio (soit 9 %)



116 000 emplois permanents et 40 000 salariés dans l'industrie agroalimentaire



61,8 Millions d'euros de budget annuel consacrés à l'agriculture

cinq années de luttes et d'initiatives

• Luc Bourdige

Vice-président de la région Auvergne en charge des transports de 2010 à 2015

CONTRIBUER

2016 : 2 journées d'études : "transports" à Givors et "économie" à Lyon

2017 : Relai de la lutte de la SEITA (63)

MOBILISER

RENDRER COMPTE

Chaque année : compte rendu d'activité à la Fête de l'Humanité

SOUTENIR

2018 : Les élus du groupe ont impulsé et accompagné le tour de France des hôpitaux en Région

DÉBATTRE

En assemblée plénière du Conseil Régional

ÉCOUTER

FERMER DES LIGNES POUR SAUVER LA SNCF
FERMER DES CLASSES POUR SAUVER L'ÉCOLE
FERMER DES LITS POUR SAUVER L'HÔPITAL
Gilets Jaunes, Laïcité, Santé ...
notre groupe est intervenu sur les grands sujets de la période

PROPOSER

2020 : Face au COVID 19, nous avons répondu présents

Sept élus qui forment **un groupe**



Cécile CUKIERMAN

Loire (42)
Professeure d'Histoire-Géographie
Membre de la commission permanente
Sénatrice de la Loire



Boris BOUCHET

Puy-de-Dôme (63)
Professeur des écoles
Membre de la commission permanente
Conseiller Municipal et communautaire de Riom



François JACQUART

Ardèche (07)
Technicien de la protection sociale en
retraite



Raphaël DEBÛ

Métropole de Lyon (69)
Cadre de la fonction publique
Conseiller métropolitain



Catherine FROMAGE

Puy-de-Dôme (63)
Fonctionnaire d'Etat
Adjointe au maire de Vic-le-Comte (63)
Conseillère Communautaire



Pascale SEMET

Allier (03)
Aide à domicile



Patrice VOIR

Isère (38)
Infirmier

Des collaborateurs **à leurs côtés**

Pour les accompagner dans leur mandat, la loi prévoit la possibilité pour les élus régionaux de recruter des collaborateurs du conseil régional.



Rémi AVEZARD

Secrétaire général
ses missions : Administration des moyens du groupe, lien avec les élus, coordination, relations avec les services de la Région.
ses domaines : Transport, environnement, formation professionnelle, santé, aménagement du territoire.



Mathieu SOARES

Chargé de mission
ses missions : Communication du groupe, lien avec les départements, appui aux élus.
ses domaines : Education, culture, agriculture, finances.

remi.avezard@auvergnerhonealpes.fr
06 07 09 34 14

mathieu.soares@auvergnerhonealpes.fr
06 75 59 02 66

et tout au long du mandat : Virginie, Victor, Ouarda, Ameline et Camille.



GROUPE COMMUNISTE Auvergne-Rhône-Alpes

retrouvez toute notre actu sur les réseaux sociaux et notre site internet :

humaindabord-pcf-fdg-aura.com



IhumaindabordAURA



@humainDABAURA

Hôtel de Région Auvergne-Rhône-Alpes
1, esplanade François Mitterrand CS2003 - 69002 Lyon Cedex 2
Tél: 04 26 73 52 08 / Courriel: remi.avezard@auvergnerhonealpes.fr